

« Les grands sujets qui fâchent »
L'Auditoire, Carrefour culturel protestant

L'aide au Tiers-Monde, à qui profite-t-elle ?
20 novembre 2010
Denis Viénot

Conseiller à la Direction internationale du Secours catholique, ancien président de Caritas Internationalis, Président de Chrétiens en Forum
Auteur de *La justice dans la peau, géopolitique de l'action humanitaire*

Il y a un danger à une approche brutale comme cela car ce serait de se centrer sur la critique des Etats :

- D'abord le droit international est fondé sur le principe de la souveraineté des états
- L'Etat est le premier responsable de la conduite de la politique au sein de ses frontières. Il faut soutenir les Etats, ne pas utiliser la critique de l'aide pour virer au poujadisme anti étatique. Même le plus dictatorial, des Etats a la responsabilité du bien commun : lorsque des barrages sont construits par Caritas dans l'Ethiopie de Mengistu, ils doivent être validés par le Ministère des travaux publics ou du développement rural.
- Les détournements de MM Chirac et Juppé ne nous poussent pas à faire fermer la Mairie de Paris. Par contre de bons progrès se sont réalisés ces derniers jours sur la poursuite judiciaire possible en France de responsables politiques corrompus ayant acquis indument des biens en France.
- Les engagements sur l'efficacité de l'aide (Déclaration de Paris de 2005) veulent responsabiliser les états donateurs et receveurs : définition des stratégies, harmonisation, amélioration des prévisions de versements, etc.
- La Banque mondiale dégage trois pistes :
 - financement d'infrastructures publiques qui ont un fort impact sur l'emploi
 - agriculture
 - mécanismes de protection sociale minimum
- DIAL / Développement Institutions & Analyses de Log terme, Paris 2009 ;
« En définitive, dans un contexte de forte polarisation des échanges commerciaux et des flux de capitaux et de politiques migratoires biaisées en faveur du travail qualifié, l'aide publique au développement revêt de plus en plus un rôle de compensation des autres flux qui relient les pays développés et les pays en développement alors même que son poids relatif et donc son pouvoir de compensation a diminué.

Profiter, Profiteur. Un biais dans le titre :

- Car c'est d'abord le Tiers Monde qui en bénéficie et doit encore en bénéficier plus, mais il en bénéficie de façon inégalitaire selon les pays et les affectations
- Mais il y a des biais, c'est exact, la corruption, les liens avec le secteur privé et les activités commerciales, le commerce des armes, les remboursements de dettes, l'inclusion dans l'aide publique au développement / APD en France de dépenses qui ne devraient pas y être, les subventions à Mayotte par exemple.

I - Aide publique au développement. Les sommes qui y sont consacrées

L'idée vient du Conseil œcuménique des Eglises en 1958 qui voulait le transfert de 1% du revenu des pays donateurs aux pays en développement.

L'objectif de 0,7% date de 1968 par la Banque mondiale. L'OCDE a affiné le contenu ensuite¹. Cet objectif a été discuté au cours des années 70.

La Suède est le premier pays à l'avoir atteint en 1975, puis les Pays Bas, la Norvège, le Danemark, le Luxembourg en 2000 : uniquement des monarchies !

Mais la moyenne actuelle des pays donateurs de l'OCDE est à 0,4%.

Il faut immédiatement porter un regard critique sur ces chiffres biaisés par la question des dettes. Les remboursements de dettes auprès du FMI et de la Banque mondiale et du secteur privé sont obligatoires. Seuls dans certains cas les dettes d'Etat à Etat font l'objet d'annulations.

Les promesses ne pas toutes tenues. On est loin des 0,7% que les pays disent maintenant vouloir atteindre en 2015 pour les Objectifs de développement du millénaire². Certains vont dépasser ou atteindre les 0,51% promis pour 2010, Suède, Luxembourg, Danemark, Pays Bas, Belgique, Royaume Uni, Finlande, Irlande, Espagne.

D'autres n'y seront pas, France (0,47% en 2011), Allemagne (0,4%), Autriche, Portugal, Italie.

De plus les engagements pris de versements supplémentaires lors de sommets internationaux ne seront pas tenus. L'Afrique en est la première victime.

Pour la France l'APD est de 9 milliards d'euros en 2009, dont 44 % d'aide européenne et multilatérale (62% après corrections pour les allègements de dettes et les dépenses artificielles (cf. ; infra). Elle est en euros la première en Europe. Elle est la seconde contributrice au Fonds européen de développement après l'Allemagne.

Par ailleurs l'augmentation résulte plus de prêts que de dons.

L'APD totale mondiale 2008 est de près de 130 milliards de dollars.

Les envois de fonds des migrants dans leurs pays d'origine en développement s'élèvent à environ 280 milliards de dollars, 2,15 fois l'APD.

L'impact de ces fonds est difficile à cerner en matière de développement, mais puisqu'il est global il améliore d'un point de vue macro économique la situation et stimule l'activité locale, banques, investissement, immobilier. Une étude au Mexique montre l'impact sur la construction de routes, les réseaux d'eau, les écoles, les dispensaires.

L'aide est donc diverse : à l'APD il faut ajouter, ces transferts, massifs, les investissements à l'étranger, l'impact du commerce.

- les investissements directs à l'étranger / IDE :

¹ Apport de dons et de prêts assortis de conditions favorables provenant du secteur public des pays donateurs, aux fins de développement, hors remboursement du capital, abstraction faite des intérêts.

² Réduire l'extrême pauvreté et la faim. Assurer l'éducation primaire pour tous. Promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes. Réduire la mortalité infantile. Améliorer la santé maternelle. Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies. Assurer un environnement durable. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

- En 2008 + 17% pour les pays en développement à 621 milliards de dollars.
- Rapport CNUCED 2010 : « Les flux d'IDE vers les 49 PMA ont diminué de 14 % en 2009, à 28 milliards de dollars. Les investissements venant de pays en développement sont en hausse. (...) Les handicaps de ce groupe de pays pourraient être en partie atténués si l'aide publique au développement (APD) était utilisée plus efficacement, en particulier dans les infrastructures, pour doper les capacités productives des pays d'accueil et mobiliser l'IED pour le développement »

« Les investissements directs étrangers (IDE) dans le monde auront chuté de 30 % en 2009 par rapport à 2008, selon le dernier rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (Cnuced). Les IDE devraient ainsi plafonner à 1200 milliards de dollars en 2009, contre 1700 milliards de dollars en 2008. Et l'année 2010 ne devrait pas marquer une reprise significative : selon la Cnuced les IDE totaliseront 1400 milliards de dollars, pas plus. Il faudra donc attendre 2011 et ces 1800 milliards de dollars d'IDE prévus par la Cnuced.

Si les Etats-Unis conservent leur place de premier pays d'accueil d'IDE (316 milliards de dollars en 2009), la seconde place est désormais occupée par la France (118 milliards de dollars) qui devance la Chine (108 milliards de dollars). Cette dernière a enregistré une chute record de 30 % de ses IDE au premier trimestre de cette année par rapport au premier trimestre 2008.

Les bonnes nouvelles de la Cnuced viennent du continent africain. En effet, même si le premier semestre 2009 a marqué un net fléchissement des IDE entrants, l'année 2008 aura été un excellent cru pour certaines économies africaines, en particulier pour les pays d'Afrique de l'Ouest où les IDE ont bondi de 63 %. Une tendance partagée, dans une moindre mesure, par l'ensemble des pays en voie de développement ou en transition (+ 43 %). Les IDE vers l'Asie du Sud-est et l'Amérique latine ont respectivement augmenté de 17 % et 13 % »

- l'impact du commerce :
 - Afrique 1950 : 7% des exportations mondiales, 2009 : 3% ;
 - Amérique latine : 11% et 4% respectivement.

Montants mondiaux distribués
En 2008 :

Monde total	129 milliards \$	24 \$ par personne
Afrique	44 milliards \$	45\$ par personne
Amérique centrale et sud	9 milliards \$	
Moyen Orient	20 milliards \$	125\$ par personne
Asie	44 milliards \$	12 \$ par personne
Europe	7 milliards \$	43 \$ par personne
Océanie	2 milliards \$	177 \$ par personne

Jusqu'à 20 \$ par personne :	de 20 à 100 \$	plus de 100\$	
Chine 1	Cameroun 23	Albanie	123
Philippines 1	Népal 25	Bosnie	128
Inde 2	Turquie 27	Serbie	142
Syrie 6	Maroc 39	Libéria	230
Pakistan 9	Tunisie 48	Liban	260
Bangladesh 13	Soudan 58	Palestine	675
Ukraine 13	Bénin 74		
Egypte 16	Croatie 90		

On voit donc des choix de politique internationale mondiale : Syrie et Liban, Croatie et Pakistan, Palestiniens.

L'observation des secteurs montre les diversités, ainsi pour le cas français :

1. Annulation de dettes
2. Education, universitaire surtout
3. Par rapport à d'autres pays forte importance de la culture

Plus globalement des enjeux sont maltraités dans les priorités :

- Le changement climatique qui va créer 600 millions de malnutris de plus d'ici à 2080, 330 millions de déplacés du fait d'inondations/conséquence, arrêt du développement humain, augmentation des inégalités. Les pays pauvres ont besoin de croissance avec la coopération volontaire des pays donateurs pour un développement durable.
- Le programme Obama pour les énergies renouvelables s'élève à 20 milliards \$ par an, à comparer selon Joseph Stiglitz au coût des guerres du pétrole et du gaz en Iraq et Afghanistan de 2003 à 2017 atteignant 3000 milliards \$ soit 200 milliards par an.

II - Des biais, des « profiteurs »...

Les majorations indues

La France inclut dans son APD 30% de sommes qui ne devraient pas y être :

- de l'allègement de dette, République du Congo et Irak en tête, et même parfois des allègements de dettes privées garanties par la Coface indûment comptabilisés en APD. Au total 686 millions en 2008
- des frais pour les étudiants étrangers en France notamment chinois, 642 millions en 2009, en baisse suite aux recommandations du CAD qui trouvait que la France exagérait
- des coûts d'aide aux réfugiés en France, 247 millions en 2010
- des crédits pour les départements d'Outre mer, 187 millions en 2002, 381 millions en 2009
- la taxe sur les billes d'avion qui devait être un « en plus ».

Là ce sont donc les contribuables français qui sont les bénéficiaires de ces calculs de travers.

L'APD réelle française est de 0,31% selon les calculs de Coordination Sud³. Pour 2010 on passe ainsi de 8,6 milliards d'euros d'APD officielle à 6 milliards d'APD réelle.

L'APD via les ONG en dépit des promesses reste très faible, 1,5% contre 31% en Irlande, 21% en Espagne, 18% aux Pays Bas. La France est la dernière en Europe.

Les choix politiques

Les pays principaux bénéficiaires de l'APD française sont dans l'ordre, la Turquie, le Liban, le Burkina Faso, le Vietnam, le Sénégal, l'Indonésie, la Tunisie, le Cameroun, la Palestine, Madagascar.

- En Turquie, 218 millions en 2008, c'est le secteur bancaire et financier qui est en tête de l'aide puis l'éducation dont deux millions d'euros pour les lycées français.
- au Liban, 215 millions en 2008, c'est l'enseignement supérieur suivi du secteur bancaire et financier,
- au Burkina Faso, 109 millions en 2008, c'est l'agriculture puis l'éducation et le développement urbain

La corruption

En Afghanistan on estime que le tiers des fonds d'aide est aspiré par la corruption. Un évêque Pakistan, m'explique le fonctionnement d'une procédure judiciaire. Pour déposer un document au greffe il faut activer le préposé avec un pourboire ; il faut que l'avocat « contacte » le magistrat ; quand on a gagné son procès il faut remercier tout le monde même le balayeur des locaux, qui est d'ailleurs comme d'habitude dans ce pays un chrétien.

D'où l'importance plus largement des campagnes de moralisation, « Publiez ce que vous payez ! » à propos des industries extractives :⁴

³ Fondée en 1994, elle rassemble aujourd'hui plus de 130 ONG, dont une centaine via six collectifs (CLONG-Volontariat, CNAJEP, Coordination d'Agen, CRID, FORIM, Groupe Initiatives) qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.

⁴ Publiez Ce Que Vous Payez (PCQVP) est une coalition mondiale de la société civile qui aide les citoyens des pays riches en ressources naturelles à tenir leurs gouvernements responsables de la gestion des revenus issus des industries pétrolière, gazière et minière. Les sommes générées par l'extraction de ressources naturelles représentent une source importante de revenus pour les gouvernements de plus de cinquante pays en voie de développement. Lorsque ces revenus sont gérés correctement, ils peuvent servir de base à la réduction de la pauvreté et encourager la croissance et le développement économiques, plutôt que de nourrir la corruption, le conflit et la division sociale. PCQVP travaille avec des groupes de la société civile dans près de 60 pays.

[1] Le Fond Monétaire International (FMI) qualifie les pays de riches en hydrocarbures et /ou ressources minérales sur la base des critères suivants : (i) la proportion moyenne de revenus fiscaux issus des hydrocarbures et/ou des ressources minérales par rapport au total des revenus fiscaux est d'au moins 25 pourcent pour la période de 2000 à 2005, ou (ii) une proportion moyenne de la recette

« Ensemble, nous militons pour la publication obligatoire des paiements effectués par les compagnies ainsi que des dividendes issus des secteurs pétrolier, gazier et minier, encaissés par les gouvernements. La coalition réclame également la publication des dispositions d'octroi de licence et des contrats de l'industrie extractive. »

D'où l'importance aussi du travail contre les paradis fiscaux. Selon des documents de l'Union européenne les fuites illégales de capitaux depuis les pays en développement représenteraient au moins sept fois l'APD. Les seules fraudes des multinationales représentent 125 milliards d'euros, de pertes par an pour les pays en développement.

Le retour de l'aide et les entraves à la concurrence loyale

En Afghanistan toujours, plus 40% de l'aide repart aux donateurs vis des salaires de consultants, des bénéfices d'entreprises sous-traitantes et d'achats de matériels.

On peut lier à cela les entraves au commerce international, les subventions aux producteurs des pays développés qui distordent la libre concurrence, les droits de douane et les mesures protectionnistes : les plus grands laudateurs du libéralisme sont les premiers à ne pas laisser faire le marché : subventions américaines aux producteurs de coton, fixation des prix des matières premières dans les pays du nord, normes techniques sur des produits etc.

Les subventions ont parfois des effets burlesques ; Il ya quelques années la vache européenne recevait 900 dollars par an et la japonaise 2700 !

Et côté droits de douane le textile brut était taxé à 0,1% par le Japon contre 8,6% pour le textile transformé. La Nouvelle Zélande taxait le café en grains à 5% et le café moulu à 15%.

Le mélange militaire

En matière d'opérations militaires de maintien de la paix il est accepté que 7% de coût des ces opérations soit inclus dans l'APD. On accepte cela car par exemple un hôpital militaire soignera aussi la population locale.

7% pourquoi ?

Les dépenses militaires mondiales s'élèvent à 1244 milliards d'euros en 2009, + 6% par rapport à 2008.

Les opérations de maintien de la paix s'élèvent à 7,4 milliards d'euros. Ce sont donc sans doute 520 millions d'APD qui disparaissent au plan mondial.

Et de plus il y a dans l'APD les dépenses de formation de la police, la construction d'usines électriques nucléaires.

Sur 40 millions d'euros d'APD de la France pour l'Afghanistan, 38,5 millions sont versés dans la région où l'armée française est déployée et financent des activités dites humanitaires engagées par les militaires.

des exportations d'hydrocarbures et/ou de ressources minérales représente au moins 25 pourcent de la totalité de la recette des exports pour la période de 2000 à 2005.

Le civilo-militaire est-il une aide au développement ? Non, c'est une action complémentaire de l'action militaire

Il y a 130 000 casques bleus dans le monde ; ils sont financés par les Nations Unies en partie donc avec des fonds comptabilisés en APD dans l'aide multilatérales des financeurs principaux. Un casque bleu français coûte 40 000 euros par an.

Dominique Lagarde, "Afghanistan, En finir avec la guerre ? », L'Express, 2010, page 247 :

« Le 30 octobre (2008), dans la vallée de Tizin, dans le sud du district de Surobi, un dispositif tout aussi impressionnant a été déployé au petit matin : environ 400 hommes et 90 véhicules blindés, appuyés par quatre mortiers de 120mm et par des tireurs d'élite hélicoptères sur les points hauts ; deux avions de chasse assuraient la couverture aérienne. Objectif affiché : offrir des kits scolaires et prodiguer des soins médicaux. (...) Le colonel chef de corps : « Je veux empêcher que la population ne bascule du côté obscur de la force. » En espérant que de telles démonstrations de puissance ne créent pas l'effet inverse. »

La fuite des cerveaux

C'est une façon de « récupérer » des sommes investies dans la formation des cadres du Sud. Phénomène en augmentation de la féminisation de la fuite des cerveaux : la moitié des femmes migrantes sont des diplômées de l'enseignement supérieur.

Le fonctionnement de l'aide, l'exemple du Pakistan

De 2004 à 2009 le pays a reçu des aides bilatérales de 21 pays et multilatérales de 7 organisations internationales. On assiste donc aux duplications des procédures et à moins 28 grosses sessions de travail chaque année avec les mêmes responsables pakistanais en partie. La coordination est complexe.

Une part importante de l'aide est sous forme de prêts. Trois ajustements structurels du FMI et de la Banque mondiale ont eu lieu de 1988 à 2000 avec des politiques de diminutions des subventions internes, d'augmentation des impôts ce qui entraîne une augmentation des intrants agricoles, semences, engrais, pesticides etc. L'augmentation des prix agricoles n'a pas compensé ces dépenses. De plus les augmentations générales des impôts frappent aussi les plus pauvres.

Depuis 2002 les politiques de réduction de la pauvreté ont apporté peu de changements.

Et le FMI et la Banque mondiale qui interviennent beaucoup sous forme de prêts exigent évidemment le suivi de leurs règles, ce qui est indispensable pour obtenir de nouveaux prêts.

Juste un exemple de ces politiques : le budget de l'éducation nationale est actuellement de 2% du PNB, à comparer avec les 6% français.

Les liens entre aide et politique internationale et militaire, entre politique et économie, sont flagrants dans ce pays :

- Pendant l'invasion russe en Afghanistan il y eu de forts flots d'aide.
- A la fin de cette guerre ils ont baissé.
- Puis ont augmenté après 2001, suite aux attentas de New York, à la lutte contre les insurrections en Afghanistan, au soutien à l'armée pakistanaise que les Américains poussent à l'action chez elle.
- L'Union européenne vient de négocier un accord commercial pour 3 ans renouvelable pour un an. Pour 75 produits allant du coton, de vêtements à 80 000 tonnes d'éthanol, il n'y aura pas de droits de douane sauf si les volumes des importations en Europe augmentent de plus de 20% par an. L'accord doit maintenant être soumis à l'approbation de l'OMC.

Et même les actions d'aide et de reconstruction à l'occasion de catastrophes s'inscrivent dans ces mécanismes :

- Les inondations de l'été 2010 ont créé des pertes d'environ 10 milliards de dollars, pertes de récoltes pour 5 milliards, destruction de maisons pour 2 milliards, d'infrastructures pour 3 milliards.
- Des aides sont arrivées de 26 pays, d'organisations internationales et de très nombreuses ONG. Le gouvernement comme lors du tremblement de terre de 2005 a mis en activité un organisme pakistanais de coordination.
- Le gouvernement a déjà décidé de distribuer 2 milliards d'euros en liquide aux victimes.
- Il va faire voter une augmentation de l'impôt sur le revenu de 10% pour six mois et une taxation additionnelle des produits de luxe (cosmétiques, cigarettes, sodas etc.), les deux devant rapporter 400 millions d'euros, pour financer en partie les dépenses d'aide et de reconstruction à sa charge estimées à 3 milliards d'euros (aides financières, aides en nature aux fermiers sous forme de semences et d'engrais et 30 millions pour la reconstruction d'infrastructures fédérales et provinciales). Il y aura un débat, un parlementaire déclarant par exemple : « Les nouvelles mesures fiscales vont ouvrir les portes des écluses à un tsunami d'augmentation des prix ». L'inflation 2010 est estimée à 14%.
- Dans ce cadre il est intéressant de noter que les fonds envoyés par les émigrés ont fortement augmentés, plus de 13% au cours de la période juillet – octobre 2010 par rapport à 2009. Le montant annuel de ces apports est de 10 milliards \$.

III - L'aide et l'Afrique

Cf. Jean Michel Sévérino et Olivier Ray, *Le temps de l'Afrique*, Odile Jacob, Paris 2010.

Les conventions de Lomé perpétuent le système colonial de la culture de rente. La forte taille des secteurs publics absorbe trop des recettes des Etats. Après les endettements massifs des années 70, la dette africaine finit par atteindre un quart du PNB en 1980. C'est alors que la chute des cours des matières premières et la hausse des taux d'intérêt plongeait l'Afrique dans une période de stagnation dont elle sort à peine.

L'aide publique au développement est de moins en moins orientée vers l'investissement car elle sert au « soulagement des grandes banques occidentales

dont les encours sont fragilisés par des créances douteuses et au refinancement de la dette africaine souveraine envers les créanciers publics » (page 91) L'aide sert aussi à assumer les dépenses courantes des Etats africains afin de leur éviter la faillite.

La Banque mondiale et le FMI poussent à l'équilibre budgétaire et à la libéralisation économique.

La chute du Mur de Berlin en 1989 orienta des flux d'aide vers l'Europe de l'Est. L'aide à l'Afrique chuta de 34 dollars par habitant en 1990 à 21 en 2001.

Donc, chute des recettes d'exportation depuis 1979, recours impossible au crédit à partir de 1982 et diminution de l'aide à partir de 1989.

L'aide se concentra alors sur les dépenses sociales et de santé, d'éducation et de refinancement de la dette au détriment des infrastructures et de l'agriculture.

La décroissance africaine des années 1980 et 1990 n'a donc pas de cause mystérieuse ; elle est la conséquence logique de ces circonstances.

« Paradoxalement ce n'est qu'au tournant du siècle, alors que les institutions de Bretton Woods publiaient leurs mea culpa sur les excès des ajustements structurels, que leurs bienfaits commençaient à se faire sentir par la diminution de la dette et de sa charge ; les programmes d'annulation et d'allègement portent des fruits. Par ailleurs les cours des matières premières connaissent une hausse significative. Une croissance durable s'engage alors. Les économies subsahariennes progressent de plus de 6% en moyenne entre 2003 et 2008 contre moins de 5% pour l'Amérique latine et moins de 2% pour la zone euro.

Et pour la première fois en 2006 les flux privés vers l'Afrique sub-saharienne ont dépassé les flux publics, s'élevant à 50 milliards de dollars, quatre fois plus qu'en 2000.

Efficacité de l'aide

Idem

L'aide internationale a historiquement joué un rôle considérable dans la structuration des économies subsahariennes, malgré parfois des choix erronés. Mais il n'est pas raisonnable de demander à l'aide seule d'engendrer la croissance. Les volumes concernés ne sont pas suffisants. (Pages 227 & 228)

« En vérité, bien orientée l'aide au développement est à même de faire pencher la balance des risques et des opportunités. Elle le fera en accompagnant les dynamiques de développement en place par l'orientation des flux de financements publics là où les flux privés ne vont pas assez. » Elle rend la croissance plus durable, moins vulnérable aux chocs internationaux qui l'ont brisée dans le passé. Elle pallie le manque de financement de services essentiels et travaille à réduire certaines fragilités environnementales, économiques, sociales ou politiques.

Les logiques des pays sont différentes.

- La Chine lie clairement aide, commerce et achat de matières premières
- Le Brésil a une tradition historique avec l'Afrique et pousse au partage de technologies entre un pays et un continent liés par des contextes environnementaux ayant beaucoup de points communs
- Les USA ont multiplié par quatre de l'aide à l'Afrique au cours des huit dernières années après les attentats de septembre 2001 : fonds spécial Sida,

soutien aux pays qui s'engagent sur les voies de la démocratisation et de la libéralisation ; percée des ONG évangélistes

- Europe chante toujours un peu la même chanson d'un partenariat démenti par la pratique, telle la stratégie conjointe Europe - Afrique de 2005. Ainsi les banques françaises sont – elles passées d'une participation de 80% à 33% dans le système financier africain en dix ans. « Là où Washington parle à l'Afrique d'intérêts géopolitiques, où Pékin d'échanges commerciaux gagnant-gagnant, l'Europe l'entretien d'objectifs de développement.»

Pour terminer sur une courte note prospective, il est intéressant de mentionner Pierre Jacquet, Directeur exécutif et chef économiste de l'Agence Française de développement et son prédécesseur Serge Michailof pour lesquels l'APD répond à trois objectifs majeurs :

- Amorcer une politique sociale mondiale
 - Aider des pays en retard
 - Améliorer la vie des populations les plus pauvres, cf. les Objectifs du millénaire pour le développement.
 - Aider des pays à la dérive, Somalie, Haïti, Rd Congo. Aider la police, l'armée, la justice
- Améliorer l'efficacité dans la distribution des ressources
- Rechercher des actions collectives internationales pour protéger les intérêts communs, climat, biodiversité, environnement dans une logique de partenariats.
